

Veille Janvier-Avril 2011

LE LOBBYING EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER

Suivi TI : Inscription sur les registres de l'Assemblée nationale et du Sénat

129 organisations inscrites à l'Assemblée nationale (118 en janvier 2011 : + 25)

79 organisations inscrites au Sénat (40 en janvier 2011)

Etude TI : Etude inédite sur la face émergée du lobbying à l'Assemblée nationale

Une vingtaine d'articles et interview publiés dans la presse française et étrangère

Le lobbying en France dans la presse

Bilan du dispositif d'encadrement de l'activité des groupes d'intérêts au Sénat

Au Sénat, les lobbies se glissent encore trop facilement entre les mailles du filet (Le Monde, 04/02/11)

Bureau du sénat: incompatibilités, déontologie et conflits d'intérêts – Groupes d'intérêts : bilan de la nouvelle réglementation (Communiqué du Sénat, 02/02/2011)

Parlement

Le doux parfum du lobbying (L'Express, 11/04/11)

Bernard Accoyer : "Il ne faut pas entretenir les soupçons" (Acteurs publics, avril 2011)

Etat français

Nucléaire : L'Elysée premier lobbyiste européen (Courrier International, 21/04/11)

Une entreprise de sape contre l'écologie (Libération, 08/03/11)

International

Union Européenne

Lobbying et corruption : le guide Paris-Bruxelles (eurosduvillage.eu, 19/04/11)

La corruption au cœur de l'agriculture européenne (France Inter, 20/04/11)

Un registre de transparence commun des lobbyistes PE/Commission (Parlement Européen, 19/04/11)

Débat n° 13 : quel rôle pour les lobbies en Europe ? (Toute l'Europe, 08/04/11)

Le Parlement européen tente de tourner la page des scandales de corruption (AFP, 07/04/11)

Régulation; Finance Watch, contrepoids européen au lobby des banques, regroupe ses forces (La Tribune, 12/04/11) – Mention de TI

Trois députés européens prêts à "vendre leurs services" (AFP, 20/03/11)

PA professionals see EU transparency 'declining' (EurActiv, 07/03/11)

Comment la Chine s'attaque à Bruxelles (Euros du village, 22/02/2011)

Groupe d'experts de la Commission : les grandes sociétés seraient surreprésentées (Europolitique, 24/02/11)

Etats-Unis

Etats-Unis - Facebook à Washington : Obama et Zuckerberg, l'amitié intéressée (Rue89, 25/04/11)

Google, champion du lobbying en 2010, selon le Sénat américain (CommentCaMarche.net, 01/02/11)

Initiatives

« Réformes de transparence de l'UE : un secret d'Etat », un rapport de l'organisation Access Info (Mars 2011)

Suivi TI : Inscription sur les registres de l'Assemblée nationale et du Sénat

129 organisations inscrites à l'Assemblée nationale (118 en janvier 2011 : + 25)

Classés selon la typologie développée par l'Assemblée nationale en :

- 45 organisations professionnelles (+3) – Une personne représente 2 organisations professionnelles et la FIEV apparaît 2 fois
- 26 entreprises privées (+3) - Air France apparaît 2 fois
- 22 représentants d'organismes publics (+2)
- 10 sociétés de conseil (+1)
- 17 associations (+4)
- 4 autorités administratives (-1 : suppression de Hadopi)
- Autres : USEM (Union des mutuelles), Fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages (Personne morale de droit privé), Ordre des avocats du Barreau de Paris (Etablissement d'intérêt public), Conseil national de l'ordre des pharmaciens (Ordre professionnel), Mutualité sociale agricole (organisme privé chargé d'une mission de service public)

Liste complète sur : <http://www.assemblee-nationale.fr/representants-interets/liste.asp>

[Retour au sommaire](#)

79 organisations inscrites au Sénat (40 en janvier 2011)

Depuis janvier 2011, le registre du Sénat propose une typologie légèrement différente de celle développée par l'Assemblée nationale. Cette typologie a légèrement évolué depuis janvier. Ainsi, pour la 1^{ère} fois, diverses catégories au sein du secteur public ont été identifiées. Par ailleurs, la catégorie « profession libérale » a été transformée en « sociétés de conseil », ce qui correspond mieux à la réalité.

Les 79 inscrits sont ainsi répartis :

- 27 organisations professionnelles (+12)
- 14 entreprises privées (+8)
- 17 organisations du secteur public (+6) dont :
 - * 10 organismes publics
 - * 5 établissements publics
 - * 2 entreprises publiques
- 9 associations (+6)
- 4 sociétés de conseil (+3)
- 2 autorités administratives (+1)

- 2 syndicats de salariés (+1) et 1 syndicat patronal (+1)
- Autres (+1) : 1 personne morale de droit privé (Fonds de Garantie des Assurances Obligatoires de Dommages (FGAO), 1 fonds de dotation (Institut des Hautes Etudes sur les Nations Unies) et 1 union de mutuelles (USEM)

Liste complète sur : http://www.senat.fr/role/groupes_interet.html

[Retour au sommaire](#)

Etude TI : Etude inédite sur la face émergée du lobbying à l'Assemblée nationale

Une vingtaine d'articles et interview publiés dans la presse française et étrangère

Suite à la publication par TI France et Regards citoyens de leur étude commune sur l'influence à l'Assemblée nationale, une vingtaine d'articles, émissions et interview sont parus dans la presse française et étrangère. Tous les articles sont accessibles [ici](#).

Pour rappel, le 17 mars dernier, **Transparence International France et Regards Citoyens ont publié une étude inédite sur les acteurs auditionnés à l'Assemblée nationale entre juillet 2007 et juillet 2010**. Cette étude est le résultat d'un partenariat original pour livrer au débat public et aux Français, un traitement nouveau des informations portant sur les rencontres connues entre députés et acteurs publics et privés. **1 174 rapports parlementaires ont été passés en revue grâce à l'aide de plus de 3 000 internautes**. Entre juillet 2007 et juillet 2010, 9 300 auditions, de près de 5000 organismes, représentés par plus de 16 000 personnes, ont été recensées.

Cette étude restituée sous la forme d'un site Internet et d'un [rapport d'analyse](#) est disponible [ici](#).

[Retour au sommaire](#)

Le lobbying en France dans la presse

Bilan du dispositif d'encadrement de l'activité des groupes d'intérêts au Sénat

Au Sénat, les lobbies se glissent encore trop facilement entre les mailles du filet (Le Monde, 04/02/11)

L'intention était bonne, mais les résultats ne sont pas forcément à la hauteur. Depuis octobre 2009, le bureau du Sénat a adopté une série de dispositions visant à mieux contrôler l'activité des groupes d'intérêt - les lobbies - dans les murs du Palais du Luxembourg. Il s'agissait alors de mettre fin à une hypocrisie : officiellement, les lobbies n'avaient pas droit de cité dans les enceintes parlementaires ; leur activité - réelle - s'exerçait dès lors hors de tout contrôle.

http://www.lemonde.fr/cgi-bin/ACHATS/acheter.cgi?offre=ARCHIVES&type_item=ART_ARCH_30J&objet_id=1147568

Bureau du sénat: incompatibilités, déontologie et conflits d'intérêts – Groupes d'intérêts : bilan de la nouvelle réglementation (Communiqué du Sénat, 02/02/2011)

Depuis début 2010, date de l'entrée en application de la réglementation relative aux groupes d'intérêt, 102 représentants de groupes d'intérêt se sont inscrits sur le registre officiel (consultable en ligne) qui induit le respect d'un code de conduite. 52 groupes d'intérêts étaient identifiés dans le cadre du dispositif précédent appliqué jusqu'à fin 2009. Le Bureau a constaté les progrès en termes de clarté et de transparence et la

grande diversité des catégories représentées : grandes entreprises, cabinets de conseil (qui mentionnent le nom de leurs clients), syndicats et organismes professionnels, associations, établissements et organismes publics. Il a demandé au Vice-président de continuer son suivi et de faire toute proposition au Bureau qui apparaîtrait utile en matière de transparence.

<http://www.senat.fr/presse/cp20110202c.html>

[Retour au sommaire](#)

Parlement

Le doux parfum du lobbying (L'Express, 11/04/11)

De nombreux amendements sont directement écrits par les lobbies. On le sait tous, mais parfois, c'est gros, tant sur le fond que sur la forme. L'article 24 de la PPL Fourcade, examinée cette semaine en séance publique à l'Assemblée nationale est assez caractéristique.

<http://blogs.lexpress.fr/cuisines-assemblee/2011/04/11/le-doux-parfum-du-lobbying/>

Bernard Accoyer : "Il ne faut pas entretenir les soupçons" (Acteurs publics, avril 2011)

Le président de l'Assemblée nationale affirme que des mesures seront prises, en avril, pour prévenir les conflits d'intérêts. Bernard Accoyer dresse par ailleurs un bilan positif des nouvelles règles de fonctionnement du travail parlementaire.

<http://www.acteurspublics.com/article/28-03-11/bernard-accoyer-il-ne-faut-pas-entretenir-les-soupcons>

[Retour au sommaire](#)

Etat français

Nucléaire : L'Elysée premier lobbyiste européen (Courrier International, 21/04/11)

L'hebdomadaire autrichien Profil décrypte les coulisses de l'industrie nucléaire française. Une histoire de haute technologie, de milliards d'euros et de réseaux politiques.

<http://www.courrierinternational.com/article/2011/04/21/l-elysee-premier-lobbyiste-europeen>

Une entreprise de sape contre l'écologie (Libération, 08/03/11)

Sous la pression du patronat, l'Etat s'approprierait à alléger les normes de la Responsabilité sociale et environnementale des sociétés.

<http://www.liberation.fr/terre/01012324286-une-entreprise-de-sape-contre-l-ecologie>

[Retour au sommaire](#)

International

Union Européenne

Lobbying et corruption : le guide Paris-Bruxelles (eurosduvillage.eu, 19/04/11)

La récente affaire de corruption au Parlement vient donner raison à ceux qui s'alarment depuis longtemps du manque de transparence dans la pratique du lobbying à Bruxelles. Pourtant, Michel Clamen, directeur du master Relations Européennes & Lobbying à l'Institut Catholique de Paris et auteur de plusieurs livres sur le

lobbying nous le dit, rien ne sert de s'alarmer « Bruxelles est bien plus transparent que Paris ! ». Pour lui, il existerait même deux cultures du lobbying bien différentes au sein des deux capitales.

<http://www.eurosduvillage.eu/Lobbyisme-et-corruption-le-guide,4805.html>

La corruption au cœur de l'agriculture européenne (France Inter, 20/04/11)

Depuis l'ouverture d'une information judiciaire en Belgique, le 24 décembre 2001, suite à des investigations de l'Office européen de lutte anti-fraude (OLAF), cette enquête menée par le juge d'instruction belge Jean-Claude Van Espen, risque d'éclabousser une partie des acteurs du monde agricole, en France comme à Bruxelles.

http://sites.radiofrance.fr/franceinter/ev/fiche.php?ev_id=1725

Un registre de transparence commun des lobbyistes PE/Commission (Parlement Européen, 19/04/11)

Les propositions pour un registre commun des lobbyistes et autres groupes d'intérêts ont été approuvées par les membres de la commission des affaires constitutionnelles. Le Conseil des ministres est invité à se joindre au "registre de transparence" qui, en juin 2011, pourrait remplacer celui des lobbyistes. Les députés suggèrent de rendre l'inscription obligatoire et de reprendre dans une annexe à chaque rapport tous les lobbyistes rencontrés dans l'élaboration de celui-ci.

<http://www.europarl.europa.eu/fr/pressroom/content/20110418IPR18100/html/Un-registre-de-transparence-commun-des-lobbyistes-PECommission>

Débat n° 13 : quel rôle pour les lobbies en Europe ? (Toute l'Europe, 08/04/11)

Il y a quelques semaines le *Sunday Times* révélait que trois eurodéputés avaient accepté de déposer des amendements contre des sommes allant de 12 000 à 100 000 euros : le Roumain Adrian Severin, le Slovène Zoran Thaler et l'Autrichien Ernst Strasser. Toute l'Europe en débat se penche ce mois-ci sur cette affaire et sur ce qu'elle implique en ce qui concerne les règles encadrant l'exercice du lobbying en Europe, avec Catherine Trautmann (France, S&D) et Diana Wallis (Royaume-Uni, ADLE).

<http://www.touteleurope.eu/fr/divers/toutes-les-informations/article/afficher/fiche/5213/t/44505/from/2890/breve/touteleurope-en-debat-n-quel-role-pour-les-lobbies-en-europe.html?cHash=092bfabaa9>

Le Parlement européen tente de tourner la page des scandales de corruption (AFP, 07/04/11)

Le Parlement européen a promis cette semaine des réformes pour accroître les obligations de transparence imposées à ses députés après des affaires de corruption qui ternissent la réputation de la seule institution démocratiquement élue de l'UE.

http://www.leberry.fr/france_monde/international/le_parlement_europeen_tente_de_tourner_la_page_des_scandales_de_corruption@CARGNjFdJSsBEBODAx8-.html

Régulation; Finance Watch, contrepoids européen au lobby des banques, regroupe ses forces (La Tribune, 12/04/11) – Mention de TI

Étape clé dans la constitution de Finance Watch, l'organisation internationale, née en juin 2010 suite à l'appel lancé par des députés européens pour la création d'un contre-pouvoir au secteur financier, vient de dévoiler la liste de ses membres-fondateurs. Ils sont au total une trentaine, représentant 300 ONG, parmi lesquels Attac France, CCFD-Terre Solidaire, Oxfam ou encore **Transparency International**.

<http://www.latribune.fr/journal/edition-du-1204/la-une.html>

Trois députés européens prêts à "vendre leurs services" (AFP, 20/03/11)

Trois députés européens et anciens ministres -roumain, slovène et autrichien- se sont dit prêts à "vendre leurs services", pour des sommes allant jusqu'à 100.000 euros, à des journalistes du journal britannique The Sunday Times se prétendant lobbyistes.

<http://www.liberation.fr/monde/01012326597-trois-deputes-europeens-prets-a-vendre-leurs-services>

PA professionals see EU transparency 'declining' (EurActiv, 07/03/11)

Public affairs professionals believe that the transparency of decision-making in the EU institutions is declining, according to a new survey presented last week in Brussels.

<http://www.euractiv.com/en/pa/pa-professionals-see-eu-transparency-declining-news-502733>

Comment la Chine s'attaque à Bruxelles (Euros du village, 22/02/2011)

L'influence chinoise en Europe fait l'objet de beaucoup d'a priori et de fantasmes. Mais qu'en est-il réellement à Bruxelles ?

<http://www.eurosduvillage.eu/Comment-la-Chine-s-attaque-a,4562.html>

Groupe d'experts de la Commission : les grandes sociétés seraient surreprésentées (Europolitique, 24/02/11)

Des membres du Parlement européen se montrent critiques à l'égard des groupes d'experts de la Commission, épinglant leur composition déséquilibrée en faveur des grandes entreprises et leur manque de transparence. Remplaçant le commissaire à l'administration Maros Sefcovic dans un débat en session plénière à Strasbourg le 17 février, le commissaire aux Transports Siim Kallas - précédemment en charge du portefeuille de son collègue slovaque - a été interrogé par les députés sur le nouveau cadre des groupes d'experts de la Commission, qui est sorti en novembre 2010.

<http://www.europolitique.info/les-grandes-societes-seraient-surrepresentees-art296426.html>

[*Retour au sommaire*](#)

Etats-Unis

Etats-Unis - Facebook à Washington : Obama et Zuckerberg, l'amitié intéressée (Rue89, 25/04/11)

Le premier a besoin du réseau social pour se faire réélire en 2012 ; le second, de lois clémentes sur la protection de la vie privée.

<http://www.rue89.com/2011/04/25/facebook-a-washington-obama-et-zuckerberg-lamitie-interessee-201288>

Google, champion du lobbying en 2010, selon le Sénat américain (CommentCaMarche.net, 01/02/11)

Google est l'entreprise Hi-Tech qui aurait le plus dépensé en actions de lobbying aux États-Unis en 2010. C'est ce que révèlent les statistiques communiquées par le Sénat américain. La firme consacrerait un budget supérieur à celui de Facebook, Apple et Yahoo réunis.

<http://www.commentcamarche.net/news/5854057-google-champion-du-lobbying-en-2010-selon-le-senat-americaain>

[*Retour au sommaire*](#)

Initiatives

« Réformes de transparence de l'UE : un secret d'Etat », un rapport de l'organisation Access Info (Mars 2011)

L'objectif de l'organisation était d'établir la liste des pays engagés dans la réforme de l'accès aux documents de l'Union européenne. Après avoir soumis des demandes d'accès à l'information aux 27 États membres, elle n'a pu obtenir d'informations sur les positions et/ou le processus de réforme que de 11 pays. 16 pays n'ont fourni aucune information, dont 7 qui ont formellement refusé de délivrer toute information (dont la France).

http://www.access-info.org/documents/Access_Docs/Advancing/EU/Secret_State_of_EU_Transparency.pdf

[*Retour au sommaire*](#)